

POUTINE ET L'APRES-POUTINE

Marie Mendras

CNRS/CERI

Les différents clans qui forment la galaxie politique et financière organisée par le chef de l'Etat russe autour de sa personne se préparent à l'élection présidentielle de 2008. Un scrutin auquel Vladimir Poutine ne peut se représenter en vertu de la Constitution.

L'après-Poutine est dans tous les esprits, en Russie comme à l'étranger, à un point tel qu'il semblerait que la Russie ne tient plus qu'à un homme. C'est la conséquence directe de la dérive du régime politique russe vers la personnification du pouvoir et l'exercice arbitraire des prérogatives de l'exécutif. C'est aussi la conséquence des enjeux financiers considérables bâtis sur la manne pétrolière et gazière.



La présidence ne se réduit pas à l'administration présidentielle. Elle inclut aussi des grandes entreprises et des réseaux financiers, d'une part, les services secrets et forces de l'ordre qui dépendent *de facto* du Kremlin, d'autre part. La contrepartie est une détérioration rapide des autres institutions de l'Etat - Parlement, gouvernement, tribunaux, Cour constitutionnelle, administrations régionales et républicaines - et un étouffement des médias et de la société civile. Les intérêts acquis pèsent très lourd dans l'ouverture d'un éventuel après-Poutine. La succession présidentielle peut perturber un vaste et complexe réseau d'intérêts personnels et corporatistes, dont la pérennité dépend de la galaxie poutinienne. La nature et l'ampleur des rentes économiques font des hommes au pouvoir, et de leurs clientèles, des forteresses politico-financières. Les dauphins mis en avant aujourd'hui, Dmitri Medvedev et Serguei Ivanov, contrôlent chacun une part importante du budget national : Gazprom pour l'un, les ventes d'armements pour l'autre. Et pourtant, l'homme le plus influent et faiseur de rois pourrait être Igor Setchine, président du conseil d'administration de la société pétrolière Rosneft et chef adjoint de l'administration présidentielle. Les groupes puissants ne se limitent pas aux producteurs d'hydrocarbures. Il n'est pas aisé d'évaluer le poids politique du clan Loujkov (le maire de Moscou) ou des industriels de l'armement, ou encore les clientélismes régionaux, dont certains sont très forts comme au Tatarstan ou à Ekaterinbourg ? Or, la succession au Kremlin sera arbitrée *in fine* par les hommes qui dirigent ces empires économiques, et dont les intérêts divergent. Sauront-ils trouver l'homme du consensus et du moindre risque ?

Vladimir Poutine n'a pas encore choisi d'option définitive. Et quand il aura arrêté son choix, avec l'aval des hommes les plus influents du régime, il gardera le secret aussi longtemps que possible. Peut-être cherche-t-il une solution improbable : rester l'homme fort sans occuper la fonction de Président. Vladimir Poutine tient en effet un discours ambivalent depuis deux ans : « *Je ne réviserai pas la Constitution à mon avantage, mais je resterai acteur de la vie politique russe.* » Pourquoi le président russe, qui se montre chaque jour capable d'interpréter la réalité à sa guise, ne fait-il pas le moindre effort pour mentir sur ses intentions, pour convaincre ses interlocuteurs, russes et étrangers, qu'il laissera la démocratie fonctionner et le peuple choisir entre plusieurs candidats sérieux et aptes à diriger le pays ? Vladimir Poutine ne fait aucun effort rhétorique pour rendre tribut à la démocratie représentative.

Parmi les scénarios envisagés, celui d'un Président intérimaire pour un mandat de quatre ans, chargé de garder la place au chaud pour Poutine en 2012 (La Constitution interdit trois mandats consécutifs), est risqué. Poutine a bien montré en 2000 que le chef du Kremlin ne peut rester longtemps dans l'ombre de son prédécesseur. Au contraire, dans ce système de

succession imposée, le dauphin doit rapidement se démarquer de son mentor, imprimer sa marque pour consolider son assise. Sinon, il devient l'otage des réseaux financiers et des intérêts corporatistes.

Vladimir Poutine a l'option de quitter la présidence pour un poste honorifique, qui lui assure statut et privilèges, par exemple présider la Cour constitutionnelle, commodément transférée à Saint-Pétersbourg, sa ville natale. Il peut aussi choisir de devenir un « super-oligarque » d'Etat, en dirigeant Gazprom par exemple. Mais ce n'est pas le Kremlin, or il a pris goût au pouvoir suprême.

Une seule certitude existe : les élections législatives de décembre 2007 et la présidentielle de mars 2008 ne seront pas des scrutins libres, honnêtes et véritablement pluralistes.